

**Ville d'Hagondange**

**Renforcement Canalisation**  
**Ø 150 mm –**  
**Route de Boussange à Hagondange**

**Règlement de la Consultation**

**Maître d'Ouvrage :**

**VILLE D'HAGONDANGE**  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE  
Tel : 03 87 71 50 10

**Maître d'œuvre :**

**SOCIETE MOSELLANE DES EAUX**  
9, rue Teilhard de Chardin  
57050 METZ Cedex  
Tel : 0 969 32 35 54

<input type="checkbox"/> MAITRE DE L'OUVRAGE :	<b>VILLE D'HAGONDANGE</b>
<input type="checkbox"/> OBJET DE LA CONSULTATION :	<b>Renforcement Canalisation Ø 150 mm – Route de Boussange à Hagondange</b>
<input type="checkbox"/> <u>TYPE DE CONSULTATION :</u>	Procédure adaptée conformément aux articles 28 du Code des Marchés Publics
<input type="checkbox"/> <u>FORME DU MARCHÉ :</u>	Tranche unique
<input type="checkbox"/> <u>MARCHÉ A PRIX :</u>	
<input checked="" type="checkbox"/> Unitaires	<input checked="" type="checkbox"/> Fermes – actualisables
<input type="checkbox"/> DELAI PLAFOND DES TRAVAUX :	<b>3 MOIS</b>
<input type="checkbox"/> DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :	21 mars 2016 à 12h
<input type="checkbox"/> DEPOT DES OFFRES :	<b><u>Par voie postale sous pli recommandé ou remis contre récépissé</u></b> <b>Mairie d'Hagondange</b> <b>Services Techniques</b> <b>Place Jean Burger</b> <b>57300 HAGONDANGE</b> <b><u>Ou par voie de dématérialisation sur site : <a href="http://www.depoz.fr">www.depoz.fr</a></u></b>
<input type="checkbox"/> <u>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES TECHNIQUES AUPRES DE :</u>	
	<b>Société Mosellane des Eaux</b> <b>9, rue Teilhard de Chardin</b> <b>57050 METZ Cedex</b>

<b>- SOMMAIRE -</b>
---------------------

<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DE la CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6</b>	<b>VERIFICATION DE LA REGULARITE FISCALE ET SOCIALE DU CANDIDAT RETENU .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>6</b>

## ARTICLE 1 **OBJET DE la CONSULTATION**

L'objet de la consultation est précisé en page de garde.

A titre indicatif, les travaux commenceront vers le mois de mai 2016.

## ARTICLE 2 **CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### 2.1. Procédure de la consultation

La procédure de consultation est précisée en page de garde. Les candidats intéressés ont la possibilité de télécharger le dossier de consultation sur :

- Le site internet de la ville d'Hagondange : [www.ville-hagondange.fr](http://www.ville-hagondange.fr) (rubrique des marchés publics)
- Sur la plateforme : [www.depoz.fr](http://www.depoz.fr)
- Ou dossier à retirer auprès d'ECRITECH – 5 rue Deyfus Dupont – 57070 METZ tél : 03 87 31 42 03 – Fax : 03 87 31 74 00 à titre onéreux

### 2.2. Forme du marché

Il n'est pas prévu de découpage en tranches, ni en lots.

La forme du prix est précisée en page de garde.

### 2.3. Maîtrise d'oeuvre

**La maîtrise d'oeuvre est assurée par Société Mosellane des Eaux Veolia Eau**

### 2.4. Type de contractants

Le marché, ou chaque marché en cas de découpage en lots, pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises solidaires.

Il est interdit aux candidats de présenter pour un marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En vertu de l'article 51 VII du Code des marchés publics, après attribution du marché au titulaire, la forme des contractants exigée est la suivante :

- groupement d'entreprises solidaires.

OU

- groupement d'entreprises conjointes, le mandataire étant solidaire de chacun des membres du groupement.

### 2.5. Nature des offres

Les candidats doivent présenter une offre conforme à la solution de base.

### 2.6. Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

### 2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à QUATRE VINGT DIX JOURS à compter de la date limite de remise des offres.

### 2.8. Propriété intellectuelle

Les variantes et les propositions techniques proposées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

### 2.9. Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

Si l'entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le C.C.A.P. une clause de garantie supplémentaire.

## ARTICLE 3 **CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### 3.1. Délai d'exécution

Le délai de réalisation des travaux est limité au délai plafond indiqué en page de garde. L'entreprise peut proposer dans l'acte d'engagement un délai inférieur au délai plafond.

### 3.2. Modalités de paiement

Le règlement se fera au moyen d'un mandat administratif. Le délai de paiement est prévu à l'article 3.5 du CCAP.

### 3.3. Prestations similaires

En application de l'article 35 du code des Marchés Publics, un marché pourra être passé pour des prestations similaires à celles du présent marché.

## ARTICLE 4 **PRESENTATION DES OFFRES**

Le dossier de consultation des entreprises est remis à chaque entrepreneur consulté. Il comporte : Règlement de consultation, modèle d'acte d'engagement C.C.A.P., C.C.T.P., cadre du devis offre et plans éventuels.

L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française.

Les candidats auront à produire les pièces suivantes, datées et signées par eux :

### **A/ Les justifications imposées par l'article 44 du code des marchés publics**

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du Code des marchés publics (interdictions de soumissionner),
- une lettre de candidature, établie sur imprimé DC1,
- la déclaration du candidat, dûment remplie et signée, et les pièces qui y sont réclamées,
- si l'entreprise envisage dès sa candidature de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi les

déclarations du candidat dûment remplies et signées par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants).

**B/ Renseignements sur les capacités techniques et les moyens de l'entreprise :**

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

**C/ Renseignements sur les capacités professionnelles de l'entreprise**

- le certificat de qualification délivré par l'organisme professionnel compétent dans le domaine des travaux faisant l'objet de l'appel d'offres, ou tout autre document prouvant la capacité du candidat ( certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les travaux pour lesquels elle se porte candidate ),
- liste de travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution émanant de maîtres d'ouvrages et/ou de maîtres d'œuvres ; pour les entreprises à implantations multiples, les références et attestations seront celles de l'établissement soumissionnant. Ces attestations précisent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
- le cas échéant la classification et la certification de la démarche de qualité de l'entreprise.
- les actions générales de gestion de la qualité menées par l'entreprise y compris certificats.

**D/ Un projet de marché comprenant :**

- Un acte d'engagement (A.E.) : cadre ci-joint à compléter
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ci-joint, sans aucune modification pour l'offre de base et un sous dossier pour chaque variante,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ci-joint sans aucune modification pour l'offre de base et un sous-dossier pour chaque variante,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.),
- Un détail estimatif,
- Un mémoire technique précisant les modes opératoires et les moyens en personnel et en matériel prévus pour le chantier;
- La liste des matériaux et fournitures que l'entreprise a prévu dans sa proposition, ainsi que leurs provenances. L'attestation de conformité à la norme et à des prescriptions complémentaires de qualité est fournie par l'utilisation de la marque NF ou d'une marque équivalente. En tout état de cause, il appartient au candidat d'apporter au maître d'ouvrage la preuve de la conformité de ses produits aux exigences spécifiées;
- Le SOPAQ;
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur les chantiers, ainsi que celles proposées pour la bonne tenue, le bon aspect et la propreté de celui-ci et de son impact sur l'environnement.

Un dossier par variante,

Au stade de la remise des offres, dans le cas d'un appel d'offres restreint ou une procédure négociée après mise en concurrence, les candidats n'auront pas à représenter les pièces A, B, C, normalement fournies au stade de la demande de candidature, sauf demande expresse.

**ARTICLE 5 JUGEMENT DES OFFRES**

**5.1. Analyse des candidatures**

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 43 ou qui, le cas échéant produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles 44 et 45 du code des marchés publics, à l'article 4 ci-dessus, sous réserve de la décision du pouvoir adjudicateur quant à la possibilité de produire ou compléter les pièces demandées, ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

**5.2. Jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics. Les critères de sélection des offres, affectés d'un coefficient de pondération, sont les suivants

CRITERES	PONDERATION
1.La valeur technique de l'offre répartie de la manière suivante :	
a) Matériaux proposés et provenance	10 %
b) Modes opératoires et moyens opérationnels mis à disposition du chantier	15 %
c) Matériels et signalisation prévus pour la réalisation du chantier	15 %
2. Le prix des prestations.	60 %

**ARTICLE 6 VERIFICATION DE LA REGULARITE FISCALE ET SOCIALE DU CANDIDAT RETENU**

Le délai plafond accordé au candidat par le pouvoir adjudicateur pour la production des certificats mentionné à l'article 46 du CMP est indiqué en page de garde.

**ARTICLE 7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions « Travaux de renforcement de canalisation DN150mm route de Boussange à Hagondange – NE PAS OUVRIR ». Ce pli doit contenir les pièces justificatives définies à l'article 4 et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal. La candidature et l'offre devront parvenir à destination à l'adresse, et avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document. Les candidats peuvent également transmettent leur offre par voie de dématérialisation sur le site indiqué en page de garde.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

En cas de discordance entre le montant indiqué dans l'acte d'engagement et le détail estimatif (cas d'un marché à prix unitaires ou forfaitaires), le montant retenu est celui résultant du détail estimatif. L'entrepreneur est tenu de rectifier l'acte d'engagement pour le rendre cohérent avec le détail estimatif. En cas de refus, l'offre est déclarée incohérente et éliminée.

En cas de discordance entre le montant indiqué dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant retenu est celui indiqué dans l'acte d'engagement. Dans ce cas, l'entrepreneur est tenu de rectifier la décomposition du prix global et forfaitaire pour la rendre cohérente avec le montant indiqué dans l'acte d'engagement. En cas de refus, l'offre est déclarée incohérente et éliminée.

#### **ARTICLE 8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats peuvent obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en cours d'étude, en effectuant une demande écrite auprès de l'organisme situé en page de garde. Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré un dossier au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, dans la mesure où les renseignements complémentaires sont demandés au moins 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur